



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS  
LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

**Arrêté du 4 AOUT 2020**

**portant mise en demeure à la société MICHEL de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 en matière de :**

- méthode et phasage d'exploitation,**
- profondeur d'extraction,**
- élimination d'équipements et installations non utilisés,**
- assainissement autonome,**

**pour son site de carrière de Wittenheim (68)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 autorisant la société MICHEL à exploiter une carrière de matériau alluvionnaire et des installations de 1<sup>er</sup> traitement à Wittenheim ;

VU la visite d'inspection du site le 7 juillet 2020 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées établi suite à cette visite d'inspection ;

Considérant que l'exploitation du site n'est pas menée dans le respect de la méthode d'exploitation prévue au dossier de demande d'autorisation d'exploiter (la quantité de matériau alluvionnaire extrait du site est nettement moins importante depuis au moins cinq ans que la production moyenne annuelle prévue sur laquelle est basé le phasage d'exploiter et la durée d'autorisation d'exploiter, le phasage d'exploiter n'est pas respecté et l'exploitation présente un retard d'environ 8 à 10 ans, la drague flottante pour l'exploitation des terrains sous eau a été mise hors service en 2016 et enlevée du site fin 2017/début 2018, l'installation de traitement de matériaux a été mise à l'arrêt fin 2018), ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 1-3-1 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé ;

Considérant que les terrains de la partie en eau de la carrière ont été exploités jusque

- la cote la plus basse des terrains de la phase 1 se situe à 200 mNGF,

- la cote la plus basse des terrains de la phase 2 se situe à 219 mNGF, au lieu de la cote 193,60 mNGF (30 mètres sous eau par rapport à la lame du toit de la nappe d'eau souterraine de 223,60 mNGF), ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 8-4-3 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé ;

Considérant que sont présents sur le site de la carrière divers équipements et installations hors service et plus particulièrement l'installation de 1<sup>er</sup> traitement, l'installation de chargement de silos Megamix, le parc des silos Megamix, les fûts vides ayant servi de flotteurs pour les bandes flottantes de l'ancienne drague flottante, les bandes de transport de matériaux, qui n'ont aucune raison d'être conservés sur le site et qui n'ont pas été éliminés, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 1-7-3 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé ;

Considérant que l'exploitant ne peut justifier que son assainissement autonome est conforme, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 4-3-10 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (..) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : La société MICHEL, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 150 rue de Pfastatt – 68260 Kingersheim, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 1-3-1, 8-4-3, 1-7-3 et 4-3-10 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé pour sa carrière de Wittenheim, dans le respect des prescriptions qui suivent.

Article 2 : Conformité au phasage et à la méthode d'exploitation

**Au plus tard le 31 octobre 2020**, et conformément aux prescriptions de l'article 1-3-1 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé, s'agissant de la méthode d'exploitation du site de la carrière et du phasage de remise en état de la carrière :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. ».

Article 3 : Profondeur d'extraction

**Au plus tard le 31 octobre 2020**, et conformément aux prescriptions de l'article 8-4-3 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé, s'agissant de la profondeur d'extraction dans l'objectif du défrètement maximal de la carrière :

« L'exploitation doit permettre un défrètement maximum du gisement en profondeur, sous réserve de la stabilité des berges, donc traverser les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses présentes (...). La profondeur d'exploitation est limitée à un

maximum de 35 m, par rapport à la cote du terrain naturel (soit approximativement 4 m à sec et 30 m sous eau).(...) ».

Article 4 : Équipements abandonnés

**Au plus tard le 31 janvier 2021**, et conformément aux prescriptions de l'article 1-7-3 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé, s'agissant de l'enlèvement du site des équipements et installations hors service et plus particulièrement l'installation de 1<sup>er</sup> traitement, l'installation de chargement de silos Megamix, le parc des silos Megamix, les fûts vides ayant servi de flotteurs pour les bandes flottantes de l'ancienne drague flottante, les bandes de transport de matériaux, ... :

« Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. ».

Article 5 : Assainissement autonome

**Au plus tard le 31 janvier 2021**, et conformément aux prescriptions de l'article 4-3-10 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2008 susvisé, s'agissant de l'assainissement autonome :

« Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur, et notamment le code de la santé publique et l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 modifié, ou tout autre texte réglementaire qui s'y substituerait. ».

Article 6 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société MICHEL, 150 rue de Pfastatt – 68260 KINGERSHEIM.

À Colmar, le                    - 4 AOUT 2020

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

